

# Lettre ouverte à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne concernant des citoyens européens de Toulouse Métropole

Le 27/05/2019

Monsieur Le Préfet de Haute-Garonne,

Les associations du Collectif Solidarité Roms 31 ont l'occasion de se rendre sur plusieurs squats et bidonvilles situés sur le territoire de Toulouse Métropole. Elles constatent **que plusieurs centaines de personnes, dont un tiers d'enfants** vivent dans des abris de fortune, caravanes, tentes ou bâtiments sans aucune mesure d'accompagnement social ni solution de relogement pérenne. La **rapporteuse de l'ONU** sur le mal logement venue à Toulouse en 2019 a constaté elle aussi que « *des solutions alternatives en termes de logement convenable n'ont toujours pas été proposées par l'Etat* »<sup>1</sup>.

Parmi ces personnes, des dizaines de **familles de même nationalité et vivant sur le même lieu** ont subi à plusieurs reprises des **pratiques policières et juridiques déployées pour les faire partir**, sans aucune prise en compte de leurs démarches d'insertion. En particulier, des **obligations de quitter le territoire français**, plus de **vingt-cinq**, suivies d'assignation à résidence et de **confiscation des documents d'identité**, ont été **distribuées de façon collective**, en niant la singularité des situations. **L'accès à l'eau potable a été entravé à plusieurs reprises** alors que les mêmes habitants s'approvisionnaient à un point d'eau proche de leur lieu de vie.

Ces pratiques sont **contraires au respect du principe de dignité de la personne humaine, au droit international des droits de l'homme**, et à l'article L.210-1 du code de l'environnement qui dispose que « *l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable* ». Mais c'est aussi en totale opposition avec les **engagements pris par l'Etat et le territoire de Toulouse Métropole** pour la résorption locale des squats et bidonvilles.

Les conséquences immédiates de ces mesures **mettent en danger** des dizaines d'hommes, femmes et enfants, tous **citoyens européens**, en raison de l'insécurité provoquée et de l'errance à laquelle ils sont contraints. Sans les **documents d'identité**, aucune démarche de santé même urgente ne peut avoir lieu. Les actions protégeant la santé publique et les campagnes de vaccination, en particulier contre la rougeole, sont interrompues. Pourtant, des **besoins médicaux importants** ont été constatés : bébé nouveau-né, femmes enceintes, personnes handicapées, maladies chroniques. Les **ruptures de scolarisation** pour plus d'une dizaine d'enfants et les

---

<sup>1</sup> <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24475&LangID=F> paragraphes 4 et 5

atteintes à leur santé future entraînées par ces traumatismes répétés constituent une **violation des droits fondamentaux de l'enfant**, dans une ville reconnue par l'Unicef comme ville amie des enfants.

D'autre part, **chasser des personnes souffrant de pauvreté et de discriminations** ne fait que multiplier de nouvelles installations dans des conditions préjudiciables pour ceux qui y habitent et les populations vivant dans les alentours. Cela renforce aussi les **réactions de rejet et de racisme**.

**L'instruction gouvernementale du 25 janvier 2018** et les recommandations de la DIHAL (Délégation Interministérielle pour l'Hébergement et l'Accès au Logement) visent à la résorption locale concertée des squats et bidonvilles. Les habitants des squats et bidonvilles et les membres du Collectif Solidarité Roms 31, vous appellent, Monsieur Le Préfet, à **être garant de leur application et des droits fondamentaux des personnes vivant sur votre territoire**.

Le Collectif Solidarité Roms 31, membre du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

[collectifsolidariteroms31@gmail.com](mailto:collectifsolidariteroms31@gmail.com)

<https://csr31.wordpress.com>      <http://www.romeurope.org>